

FAISONS LE POINT.

Puissantes, dynamiques, combatives les journées d'action organisées par la C.G.T. confirment bien ce que nous disions : "la contre offensive du monde du travail prend corps. Le flot monte ..."

Les idées de la C.G.T. progressent et rassemblent. Celles de la résignation perdent du terrain.

Le patronat, l'ensemble des forces du capital sentent bien qu'il se passe quelque chose, que la situation leur échappe et que se construit un fort mouvement revendicatif de plus en plus lucide, conscient dont la C.G.T. est à l'origine.

Ils ne se trompent pas de cibles quand ils s'attaquent et s'acharment sur les militants, les dirigeants de la C.G.T. à l'entreprise, comme c'est le cas chez Renault Billancourt, et partout ailleurs.

La politique du bâton fait de plus en plus force de loi pour tenter de briser toute résistance à leur stratégie.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Aussi, comprendre leur stratégie, c'est d'abord comprendre les choix qui en sont le fondement.

L'argent ; faire de l'argent avec l'argent c'est le choix essentiel.

La course aux profits, la rentabilité financière immédiate et la plus importante possible, nourrissent le recul social, l'austérité, les suppressions d'emplois, les abandons de production, la casse de pans entiers de l'outil de travail en France.

Cette logique étroite et égoïste des forces du capital en France, s'inscrit bien dans le cadre de l'organisation capitaliste de l'Europe occidentale dominée par les USA. 1992 ce n'est pas seulement dans 5 ans, mais sera l'aboutissement de tout ce qui se fait aujourd'hui.

Cette logique conduit à faire de la France un pays entièrement vassalisé aux Etats Unis, où ne subsisteraient que quelques productions non concurrentielles de seconde zone. Tout ce qui a fait de la France sa richesse, sa force économique et industrielle de premier plan est cassé, sabordé, produit ailleurs.

Ce qui se passe à la Bourse vient confirmer cette analyse. Avec une France arrimée aux USA, sous la coupe du dollar les conséquences vont être particulièrement lourdes pour notre pays, son économie. En fin de compte ce sont les salariés qui en feront les frais.

.//.

Ceci dit, pour sombres que sont ces desseins et les perspectives rien n'est figé, ni décidé une fois pour toutes.

C'est de la force que prendra le flot qui monte qu'en fin de compte tout dépend.

Les luttes que nous menons vont dans ce sens, d'autant qu'elles entraînent très largement et au delà même de nos forces, parce que le mécontentement est grand et profond et que notre démarche, nos propositions collent aux aspirations des salariés dans leur diversité.

Cette situation a contraint les autres organisations syndicales à aborder le terrain des luttes. L'attitude de la C.G.T., la combativité des salariés y sont pour beaucoup.

L'action des fonctionnaires du 15 octobre, l'engagement des autres organisations syndicales dans la lutte ce jour là sont, qu'on le veuille ou non, le résultat de l'ensemble des actions de la C.G.T.

Rester en dehors du mouvement des luttes devenait intenable. Pour autant, l'euphorie n'est pas de mise. Restons lucides et clairvoyants.

Les organisations syndicales réformistes n'ont pas changé. Elles sont largement impliquées dans la gestion de la crise, ou, plus précisément dans la gestion de l'accompagnement social de la crise.

Elles n'entendent pas transformer le système mais bien le perpétuer. En ce sens, elles sont autant de points-d'appui des forces du capital. Capitulation, renoncement, soumission ou compromission, démobilisation sont autant de caractéristiques de la démarche des autres organisations.

Ce qui est visé, c'est bien l'affaiblissement de la C.G.T. qui est l'âme du combat de classe en France, de son isolement dans l'exagone et la tenir écartée des structures syndicales européennes. 1992 est encore là.

Cette démarche syndicale des organisations réformistes est étroitement liée à la stratégie du capital en Europe. Mais là encore, si la stratégie est bien définie, les choses ne sont pas aussi aisées. Rien n'est bouché au contraire, tout reste ouvert.

L'unité d'action syndicale demeure une aspiration permanente chez les salariés. Elle l'est aussi pour la C.G.T., mais nous exigeons la clarté et l'honnêteté. Ce que nous rejettons ce n'est pas la lutte pour l'unité d'action, mais tout ce qui peut créer des illusions.

Tout nous incite donc à amplifier le mouvement des luttes et pour cela de bien mener la bataille idéologique.

Il y a le vécu des salariés et plus largement des gens. Les faits sont têtus. C'est d'eux qu'il faut partir. Tous les discours passés au crible de la réalité de ce vécu, volent en éclat.

Il appartient à la C.G.T. de bien éclairer cette réalité dans toute son ampleur, mais aussi dans ce qui la génère, qui sont les responsables et apporter nos solutions, nos propositions. Ainsi, nous aiderons les salariés à mieux comprendre toutes les implications des situations qu'ils vivent et à en voir les aspects imbriqués, sans découpage artificiel.

Sur les libertés il faut être clairs. Ce n'est pas quelques cas isolés, mais bien l'ensemble du monde du travail que l'on veut intimider. Plus largement, laisser toucher aux libertés syndicales à l'entreprise, c'est ouvrir la voie aux atteintes à toutes les libertés.

Nous ne laisserons pas faire.

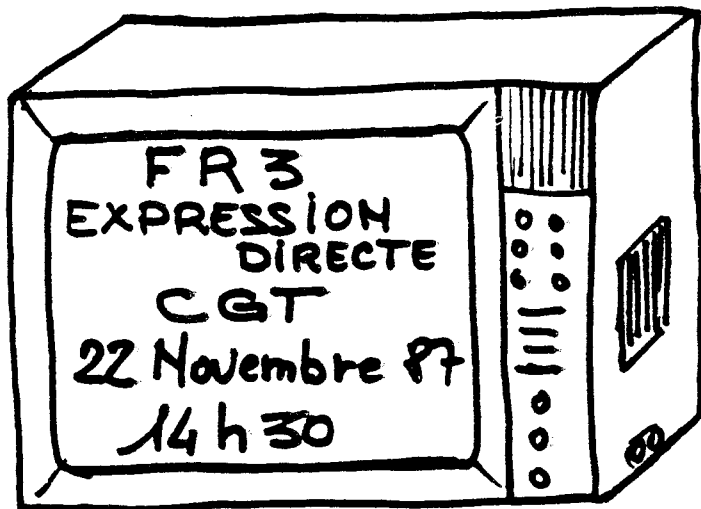
Nous sommes en état de légitime défense.

Nous gagnerons sur ce terrain comme sur les autres, si la vague est puissante.

C'est bien dans ce rassemblement de luttes autour de nos idées que nous préparerons le plus efficacement les élections prud'homales.

Il en va de même de la bataille du renforcement de la C.G.T.

- ***** -



Spécial
Prud' hommes
A vos téléés
et magnéto

RENFORCER LA C.G.T. : QUELQUES ELEMENTS DE REFLEXION

- Partons d'une idée-force : il n'y a jamais rien eu sans force collective, mais il n'y a pas de force sans organisation ... et - deuxième volet - il nous faut aujourd'hui une force collective supérieure, c'est à dire encore plus d'organisation.

A partir de là, posons-nous quelques questions :



- où en sommes-nous ? que faisons-nous ?
- comment nous y prenons-nous ?
- qu'y a-t-il à corriger ?

Bien sûr, la réponse à ces questions ne relève pas de la seule bataille d'idées, mais elle a toute sa place dans leur résolution, en vertu du tryptique fameux et auquel nous tenons dur comme fer : renforcement - luttes - bataille d'idées.

- Par exemple, dans le "où en sommes-nous ?", certains blocages idéologiques subsistent.

- L'idée que la perspective de gagner sur de "grands dossiers" est désormais fermée.
Le syndicalisme apparaîtrait à beaucoup (et aux militants parfois aussi ?) comme encore susceptible de régler des problèmes quotidiens mais ne serait plus perçu comme valable pour des luttes sur des objectifs plus vastes.
- En corollaire, le manque de conviction : on est grévistes parce que la C.G.T. le demande, pas parce qu'on croit au succès. Difficile du coup de convaincre soi-même d'autres...

- Dans le "comment nous y prenons-nous ?", des éléments propagande à souligner

- Les syndiqués sont-ils informés et mis dans le coup ? Nous en revenons à la nécessité d'une meilleure réflexion sur la place de chacun dans le syndicat.

- L'argumentation sur l'utilité du syndicat, son rôle, et la liaison avec la pratique syndicale se font-elles bien ? Cela implique de développer l'idée que syndicat = résultats et de les faire mesurer.

- Faisons-nous la liaison entre une action (le 1er octobre par exemple) et la base revendicative sur laquelle la mener ?

Ce qui implique connaissance du terrain, du vécu et des aspirations des salariés qu'on appelle à l'action.

- Disons-nous assez que l'efficacité ne réside pas uniquement

dans le fait de gagner ou non ? Etre efficace, syndicalement parlant, ça peut déjà consister à poser les problèmes et à se battre pour cette reconnaissance ; ce qu'on pourrait résumer par "être efficace, c'est déjà être là".

— Savons-nous adapter nos idées à la situation réelle de chaque entreprise ? Ce qui suppose, notamment, de ne pas aborder les questions sous un angle globalisant et théorique, mais de bien voir comment ça se passe à tel moment dans tel endroit : ainsi qu'est-ce que le déclin pour l'entreprise x ; comment les salariés de ladite entreprise sont attaqués par le déclin etc... et comment parlons-nous C.G.T. sur les choses auxquelles les salariés sont confrontés ou auxquelles ils tiennent.

● Faisons avancer l'idée suivante :

Notre syndicalisme, une valeur pour l'homme.

▷ Notre syndicalisme :

- de classe : revenir sur stratégie du patronat, du gouvernement ; sur la notion même de classe : actualité de ce débat .

- revenir aussi sur la stratégie du réformisme, ses choix, son comportement et nos propres comportements.

- sur l'actualité et la modernité du combat syndical tel que nous le concevons.

▷ Une valeur :

- thème à revivifier surtout face aux idées dominantes associant syndicalisme à corporatisme et égoïsme ;

- revenir sur le lien individu et collectif ;

- montrer qu'être organisé, c'est une forme d'aliénation, mais réfléchir aussi à la réalité de l'adhésion. Adhérer et ne pas s'impliquer ? Adhérer et rester sur le bord de la route ? Bien montrer que c'est "être syndiqué" (donc décider et participer) qui rend libre.

▷ Pour l'homme :

- la place de l'homme dans la société et dans la production
- les besoins sociaux et leur satisfaction ;
- idée d'un humanisme moderne : se réaliser c'est être syndiqué.

FIN DU PREMIER EPISODE
A S U I V R E !